



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire

N° 137 – 3^{ème} trimestre 2008

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	14
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	15
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	16
<i>Les placements des ménages</i>	18
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	18
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	19
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	19
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	19
<i>L'endettement des ménages</i>	20
<i>L'endettement des entreprises</i>	20
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	21
5. Risques sectoriels	22
6. Rappel des taux	24
6.1 <i>Taux réglementés</i>	24
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	24
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	24
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	24
7. Monnaie fiduciaire	25
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	25
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	25

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Persistance des tensions sur l'économie et la finance mondiales

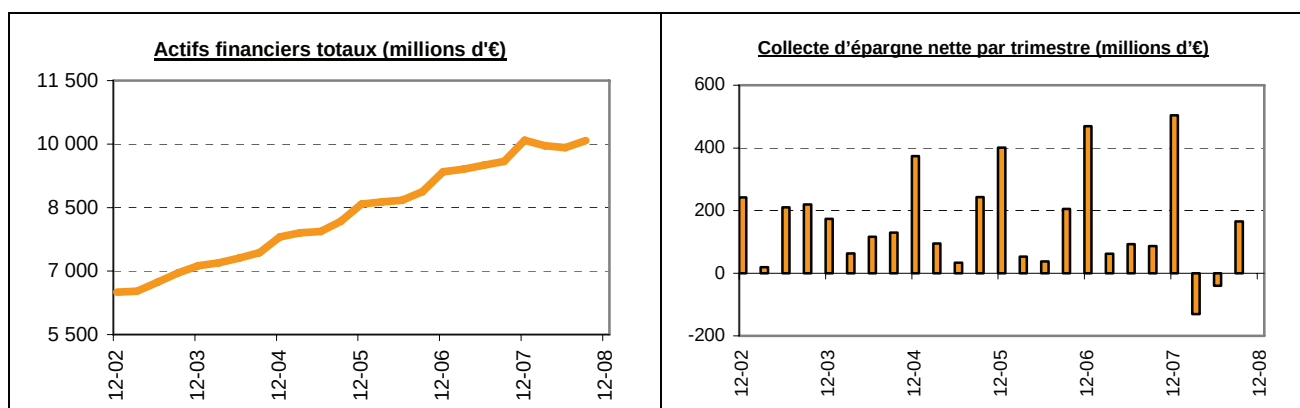
La crise financière qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée, en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

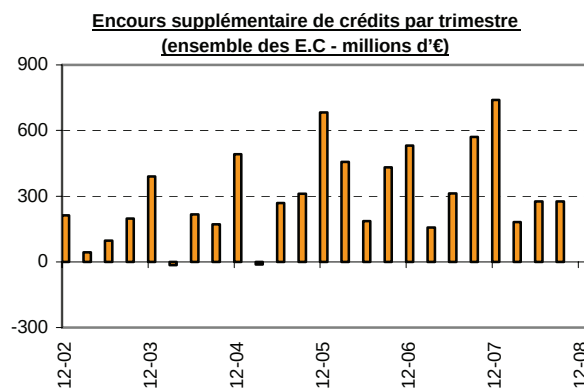
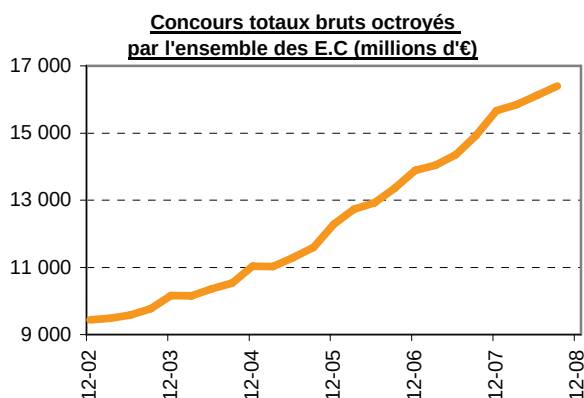
Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement, la difficulté des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, pour un montant total de 360 milliards d'euros.

Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

2 – Légère reprise de la collecte de dépôt dans le département et hausse mesurée des encours de crédit

La place réunionnaise a été relativement préservée des désordres observés sur les marchés financiers au cours du troisième trimestre 2008, avec une activité marquée par une **légère reprise de la collecte de dépôts** et par une **hausse mesurée des encours de crédits**. Si les établissements implantés dans le département ont tous subi la hausse des coûts de refinancement, aucun n'a fait état de difficultés particulières, que ce soit en termes de résultats financiers ou d'accès à la ressource.



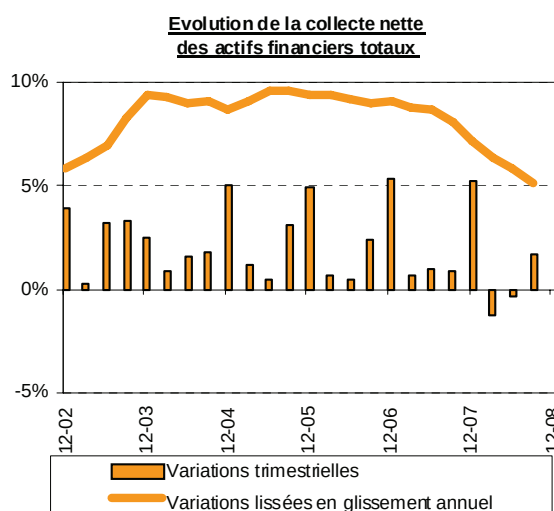


Selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit réunionnais exprimées dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les perspectives d'activité bancaire dans le département au cours du quatrième trimestre 2008 et du premier trimestre 2009 laissent présumer la poursuite d'une situation relativement morose localement.

2.1 – Reprise à la hausse des actifs financiers collectés à la Réunion après deux trimestres de baisse ...

La collecte des actifs financiers totaux dans le département a enregistré une légère croissance au troisième trimestre 2008 (+166 millions d'€ soit +1,7% par rapport à fin juin 2008) après deux trimestres de baisse (-41 millions d'€ soit -0,4% au deuxième trimestre et -131 millions d'€ soit -1,3% au premier trimestre 2008). Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais s'élèvent à 10.083 millions d'€ et retrouvent ainsi leur niveau atteint à la fin de l'année 2007.

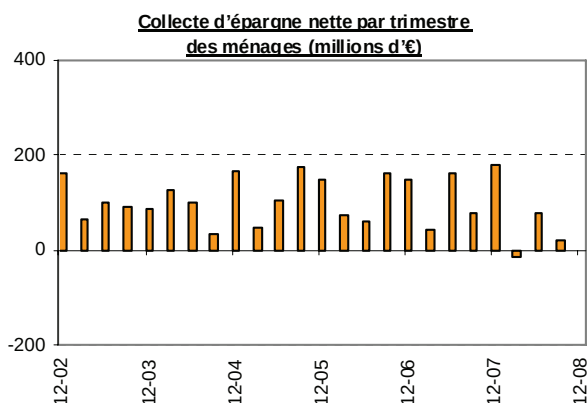
Cette croissance est supérieure à celle enregistrée au cours de la même période de l'année précédente (+88 millions d'€ au troisième trimestre 2007), qui avait toutefois été déjà marquée par le début des désordres financiers à l'été 2007. En glissement annuel, le mouvement de ralentissement enregistré les trimestres précédents marque ainsi une pause au cours de ce troisième trimestre 2008 ; la hausse des ressources collectées sur douze mois s'établissant à +498 millions d'€ (+5,2% par rapport à fin septembre 2007) après +420 millions d'€ (+4,4%) à fin juin 2008. Pour mémoire, la croissance annuelle des actifs financiers totaux collectés s'établissait à +710 millions soit +8,0% à fin septembre 2007.



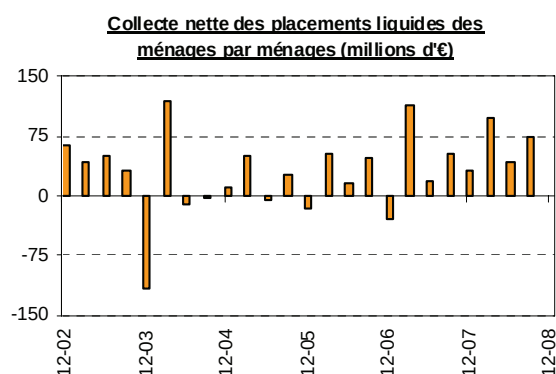
a) Une croissance faible des actifs financiers détenus par les ménages

Ce n'est pas l'épargne collectée par les **ménages** qui est à l'origine de se redressement, car celle-ci ne progresse que très faiblement au troisième trimestre 2008 (+26 millions d'€, soit +0,4%) après une nette reprise au deuxième trimestre 2008 (+78 millions d'€) faisant suite à la légère baisse enregistrée au premier trimestre (-13 millions d'€).

Deux familles d'actifs voient à nouveau leurs encours diminuer. Les disponibilités à vue (-19 millions d'€ après +37 millions d'€ au deuxième trimestre et -90 millions d'€ au premier trimestre) et l'épargne à long terme (-29 millions d'€ après -2 millions d'€ au deuxième trimestre et -20 millions d'€ au premier trimestre). La plupart des produits d'épargne à long terme est concernée par ce mouvement de diminution ; certains comme les plans d'épargne logement (-2,7% au cours du trimestre) ou les plans d'épargne populaires (-5,2%) s'inscrivant dans une tendance baissière depuis plusieurs années ; tandis que les placements sous forme d'actions (-8,6% sur le trimestre) et d'OPCVM titres (-4,2%) subissent vraisemblablement les effets des pertes de valorisation des marchés boursiers liées à la crise financière. Les placements sous forme d'assurance-vie constituent l'une des seules formes d'épargne à long terme dont les encours progressent, bien que dans des proportions beaucoup plus faibles qu'au cours des périodes précédentes (+0,9% sur le troisième trimestre et +6,7% seulement sur les douze derniers mois).



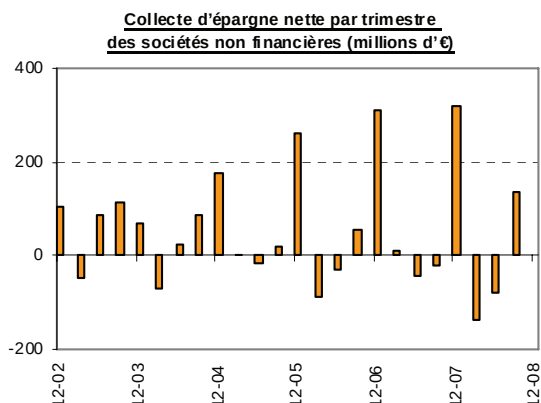
C'est la nouvelle progression significative des placements liquides (+75 millions d'€ au troisième trimestre après +42 millions d'€ et +97 millions aux deux précédents trimestres) qui tire la collecte d'ensemble des ménages vers le haut. Ils bénéficient de la bonne tenue des OPCVM monétaires (+16 millions d'€ soit +10,8% au troisième trimestre), des livrets A (+17 millions d'€ soit +2,9%) et surtout des comptes créditeurs à terme (+44 millions d'€ soit +13,2%). A l'inverse, les livrets ordinaires (-5 millions d'€ soit -0,7%), les comptes d'épargne logement (-3 millions d'€ soit -1,4%) et les bons de caisse et d'épargne (-0,3 million d'€ soit -2,2%) enregistrent une décollecte.



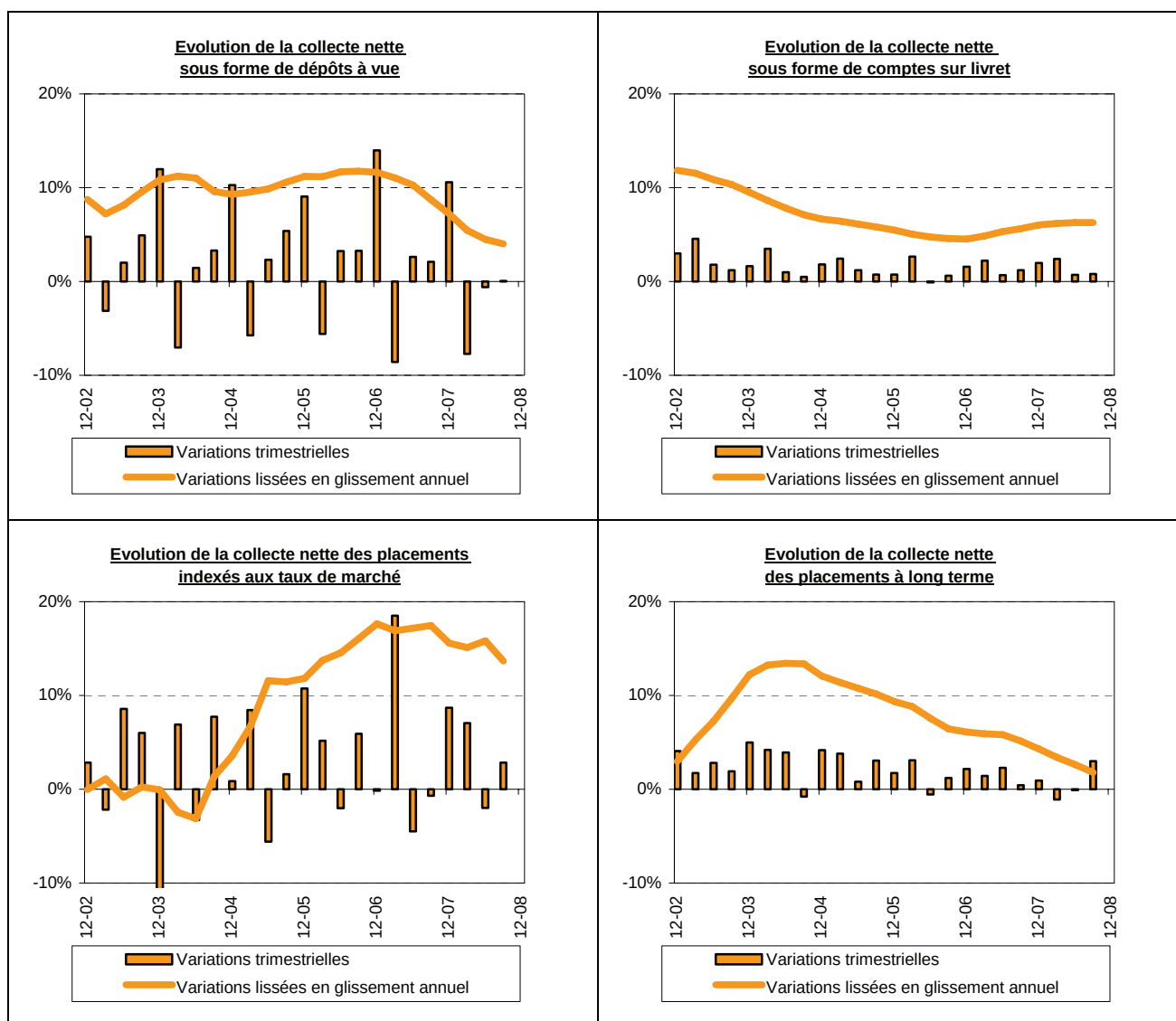
En cette période de désordre financier et boursier, les ménages semblent ainsi privilégier des placements plus sécurisés. Le niveau historiquement élevé de rémunération du livret A et plus largement des comptes sur livret à régime réglementé, tout comme le haut niveau des taux de marché, expliquent également l'attrait renforcé des placements liquides aux yeux des ménages. Les différents réseaux bancaires ne s'y sont pas trompés et ont multiplié les offres « exceptionnelles » et les campagnes publicitaires afin de capter l'épargne de leur clientèle.

b) Une croissance plus soutenue des placements des sociétés non financières qui pourrait cependant s'expliquer par un élément exogène de transfert d'épargne

Les placements détenus par les **sociétés non financières** s'inscrivent pour leur part en nette croissance sur le troisième trimestre 2008 (+137 millions d'€ soit +5,9%) après les deux fortes baisses enregistrées aux trimestres précédents (-79 millions d'€ au deuxième trimestre 2008 et -136 millions d'€ au premier trimestre). Cependant, l'analyse par type de placement révèle que l'essentiel de la progression enregistrée au cours du trimestre provient d'une forte hausse de l'épargne à long terme (+143 millions d'€ soit +77,3% après +2% au deuxième trimestre), directement liée à une augmentation des placements sous forme d'obligations (+154 millions d'€ au troisième trimestre 2008 soit +126%) concernant un client d'un seul établissement.



Dans le même temps les disponibilités à vue ne progressent que de +6 millions d'€ au troisième trimestre soit +0,6% (après -1,6% au deuxième trimestre 2008) et les placements liquides ou à court terme se contractent -13 millions d'€ soit -1,2% (après -5,7% au trimestre précédent).



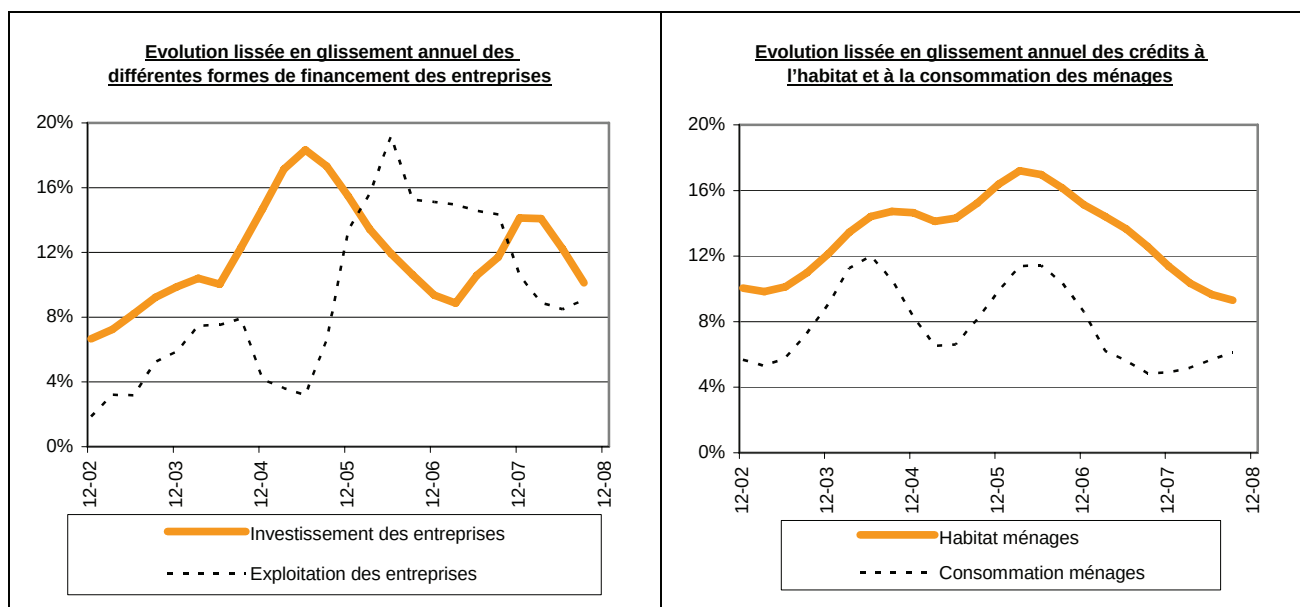
2.2 – ... et poursuite de la croissance des financements bancaires consentis aux entreprises et aux ménages.

L'ensemble des **concours bruts totaux zone et hors zone** enregistre une croissance de 251 millions d'€ (+1,6%) au cours du troisième trimestre 2008. Bien que ce rythme de progression, légèrement inférieur à celui du trimestre précédent (+1,7 %), reflète le bon niveau d'activité de l'ensemble de l'économie réunionnaise, il se situe nettement en dessous de celui enregistré un an auparavant (+571 millions d'€ soit +4%), ce qui traduit le ralentissement de la croissance, perceptible également à travers le ralentissement de la progression des encours en rythme annuel: +9,7% à fin septembre 2008 contre 12,3% à fin juin.

La tendance observée le trimestre précédent se confirme. Les ménages sont à nouveau les principaux bénéficiaires de cette croissance des financements bancaires tous établissements confondus (+122 millions d'€ soit +2% contre +126 millions d'€ soit +2,1% au cours du second trimestre), tandis que la progression des encours en faveur des entreprises ralentit plus nettement (+75 millions d'€ soit +1% contre +105 millions d'€ soit +1,4% au cours du second trimestre) et que les prêts aux collectivités locales reculent pour le second trimestre consécutif (-16 millions d'€ soit -0,9% après -25 millions d'€ soit -1,5%).

L'encours de **créances douteuses** brutes totales pour l'ensemble des établissements de crédit progresse de 34 millions d'€ (+5,2%) au cours du trimestre et s'établit à 679 millions d'€ à fin septembre. Cette progression plus rapide de l'encours douteux que de l'encours total se répercute sur le taux de créances douteuses qui progresse légèrement pour le second trimestre consécutif à 4,1% contre 4% à fin juin et 3,8% - minimum historique - à fin mars.

Des observations similaires caractérisent l'évolution des seuls financements consentis par les **établissements de crédit installés localement**, confirmant également la tendance du trimestre précédent. Les concours sains consentis aux **ménages** progressent quasiment au même rythme qu'au cours du second trimestre (+107 millions d'€, soit +1,9% contre +111 millions d'€, soit +2% au second trimestre), du fait de la croissance relativement soutenue des crédits immobiliers (+80 millions d'€, soit +2,1% après +60 millions d'€, soit +1,6% au second trimestre), et de la progression, bien que plus faible, des crédits à la consommation (+28 millions d'€, soit +1,6% après +51 millions d'€ soit +3,1% au second trimestre). Cependant, l'évolution en glissement annuel des encours de crédit à l'habitat (+9% à fin septembre 2008) montre un net ralentissement par rapport à fin septembre 2007 (+12,7%), ce qui n'est pas le cas des crédits à la consommation (+5,4% en glissement annuel à fin septembre 2008 contre +6,2% un an auparavant), comme le montre le graphique ci-dessous.



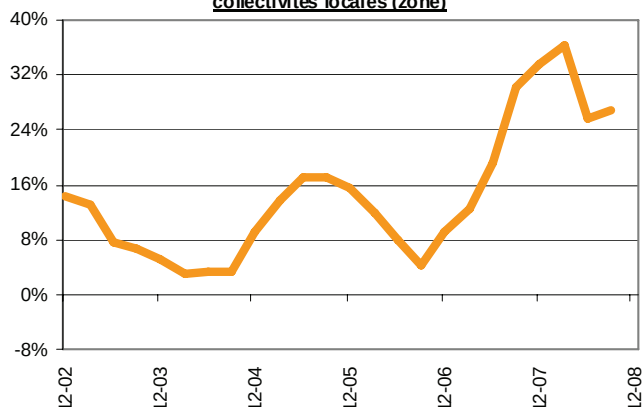
Un constat identique peut être dressé pour les **entreprises**, dont l'évolution des encours de crédit sains suit une tendance comparable à celle observée au cours du second trimestre (+81 millions d'€, soit +1,7% contre +78 millions d'€, soit +1,6% au second trimestre). Toutefois, plusieurs points doivent être soulignés. D'une part, le ralentissement en rythme annuel de la croissance des encours (+9,3% à fin septembre 2008 contre 14,7% un an auparavant). D'autre part une évolution différenciée du financement de l'exploitation et de l'investissement. Si le premier continue de progresser au cours du troisième trimestre (+50 millions d'€, soit 4,2% contre +59 millions d'€ soit +5,2% au second trimestre), du fait principalement de la progressions des crédits de trésorerie (+43 millions d'€, soit +7%), les encours de crédit d'investissement stagnent pour le second trimestre consécutif. Pour ces deux types de financement, les entrepreneurs individuels voient leurs encours diminuer (-0,3% au cours du trimestre pour les crédits d'exploitation et -2% pour les crédits d'investissement). Enfin, les crédits immobiliers des entreprises demeurent soutenus et s'inscrivent en hausse (+26 millions d'€ soit +3,1%).

Les concours consentis aux **collectivités publiques locales** stagnent à 579 millions d'€ après deux trimestres consécutifs de baisse (-40 millions d'€ soit -6,4% au second trimestre après -11 millions d'€ le trimestre précédent). Toutefois, suite aux importants financements enregistrés fin 2007, (+163 millions d'€, soit +35% au quatrième trimestre 2007), leur rythme de progression en glissement annuel demeure élevé à +23,9% à fin septembre 2008.

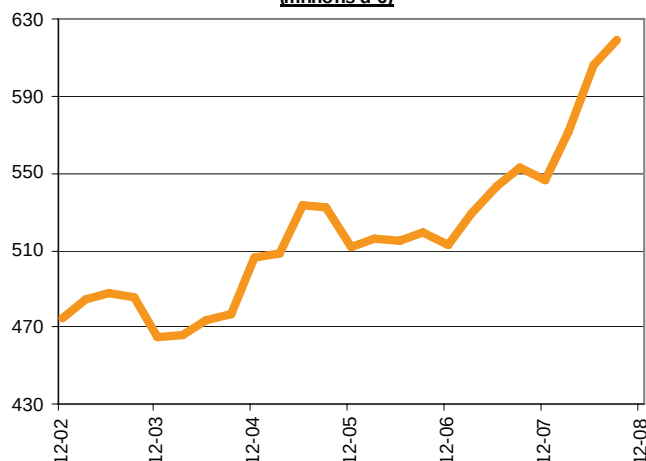
2.3 – Poursuite de la remontée du risque de crédit qui se maintient à un niveau acceptable.

La croissance plus rapide des créances douteuses brutes (des établissements de crédit locaux) que de l'encours total de crédit enregistrée au second trimestre se confirme également à fin septembre (+2,1% au cours du trimestre et +11,9% en glissement annuel). Ainsi, la légère aggravation du risque de crédit dans le département observée à fin juin (5% contre 4,8% à fin mars) se reproduit à nouveau à fin septembre avec un taux de douteux de 5,1%, ce qui représente toutefois une proportion historiquement très faible de l'ensemble des concours bruts consentis. A l'instar du trimestre précédent, la progression des encours douteux nets (non provisionnés) est essentiellement imputable aux entreprises (+11 millions d'€, soit +8,6% contre +17 millions d'€, soit +15% à fin juin) et peu aux ménages (+1,5 millions d'€, soit +1,6% contre +4 millions d'€, soit +4,8% à fin juin).

Evolution (en glissement annuel) des concours sains aux collectivités locales (zone)



Créances douteuses brutes totales (zone)
(millions d'€)



2.4 – Les anticipations des dirigeants en matière d'activité bancaire traduisent une certaine dégradation du marché bancaire local

Les indicateurs relatifs à l'évolution du marché bancaire local, issus de l'enquête financière de conjoncture élaborée par l'Institut d'émission auprès des dirigeants des établissements de crédit, font état d'une situation toujours dégradée de la conjoncture en termes d'activité et de rentabilité du système financier réunionnais au quatrième trimestre 2008. La fin de l'année 2008 a ainsi enregistré une dégradation des opinions des dirigeants des établissements sur l'ensemble des compartiments du marché du crédit, que ce soit en faveur des particuliers, à la consommation ou pour l'habitat, ou en faveur des entreprises, pour le financement de l'équipement ou de l'exploitation. Les anticipations pour le premier trimestre de l'année 2009 sont à l'avenant, seule l'activité de la collecte de dépôts semble résister à la crise et devrait se redresser en début d'année prochaine.

La dégradation de l'opinion des dirigeants des établissements de crédit locaux sur la situation du système bancaire s'observe également au niveau des diverses composantes de la rentabilité. Les évolutions du produit net bancaire ou des commissions prélevées s'affichent ainsi en net recul depuis le début de l'année 2008, devenant largement négative au quatrième trimestre 2008. Il en va de même pour le résultat net. L'appréciation du coût du risque se dégrade également tandis que l'environnement économique, après une détérioration continue tout au long de l'année 2008, est désormais appréhendé de manière unanimement négative par l'ensemble des dirigeants d'établissements de crédit, au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009.

3 – L'évolution des risques de la place recensés au SCR Banque de France

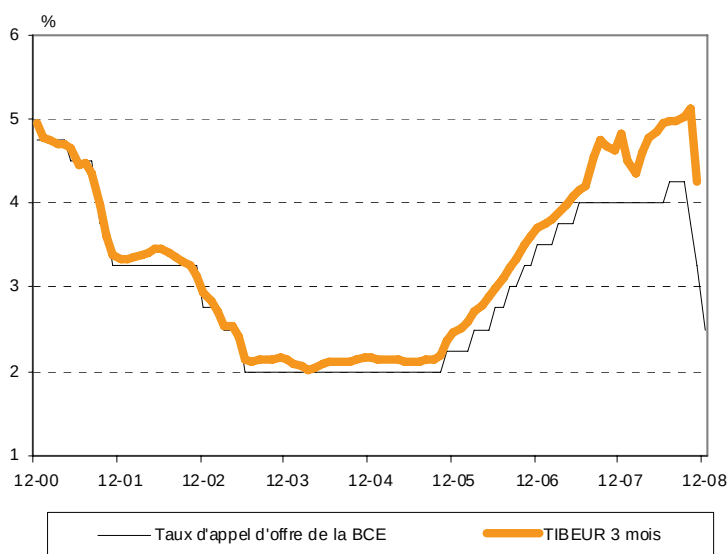
A fin septembre 2008, les encours des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de la Réunion (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élèvent à 10,4 milliards d'€, en hausse de +1,8% au cours du troisième trimestre 2008 (après +1,4% au second trimestre) et de +8,1% par rapport au même trimestre de l'année précédente (contre +13,9% à fin juin 2008). Ces évolutions sont cohérentes avec l'évolution des concours bancaires, qui font également transparaître le net ralentissement de la croissance des encours en glissement annuel.

Les crédits à moyen et long terme représentent une proportion importante (69,4% en septembre 2008 contre 69,6% en juin 2008) de l'ensemble des risques recensés tandis que le poids des financements à court terme continue de progresser légèrement (12,0% en septembre 2008 contre 11,7% le trimestre précédent). La différence est essentiellement constituée par les engagements de hors-bilan (15,6% en septembre 2008 contre 15,7% en juin 2008). Pour mémoire, les financements sous forme de crédit bail représentent un poids de 3,0% en septembre 2008 tandis que les titrisations de crédits demeurent anecdotiques (0,02% des risques totaux).

Enfin, le poids du secteur de l'immobilier demeure prépondérant dans le total des risques de la place ; les financements sur ce secteur d'activité représentant ainsi 28,3% du total des crédits consentis aux entreprises et personnes morales (28,5% en juin 2008). Les autres principaux secteurs d'activité en terme de risques portés sont les administrations publiques (18,2% des risques totaux en septembre 2008 après 18,3% en juin 2008) et le secteur de la construction et du bâtiment et des travaux publics (14,6% en septembre 2008 après 14,4% en juin 2008).

4 – Un assouplissement des conditions de refinancement au niveau européen qui pourrait se répercuter sur les taux de crédit aux ménages et aux entreprises

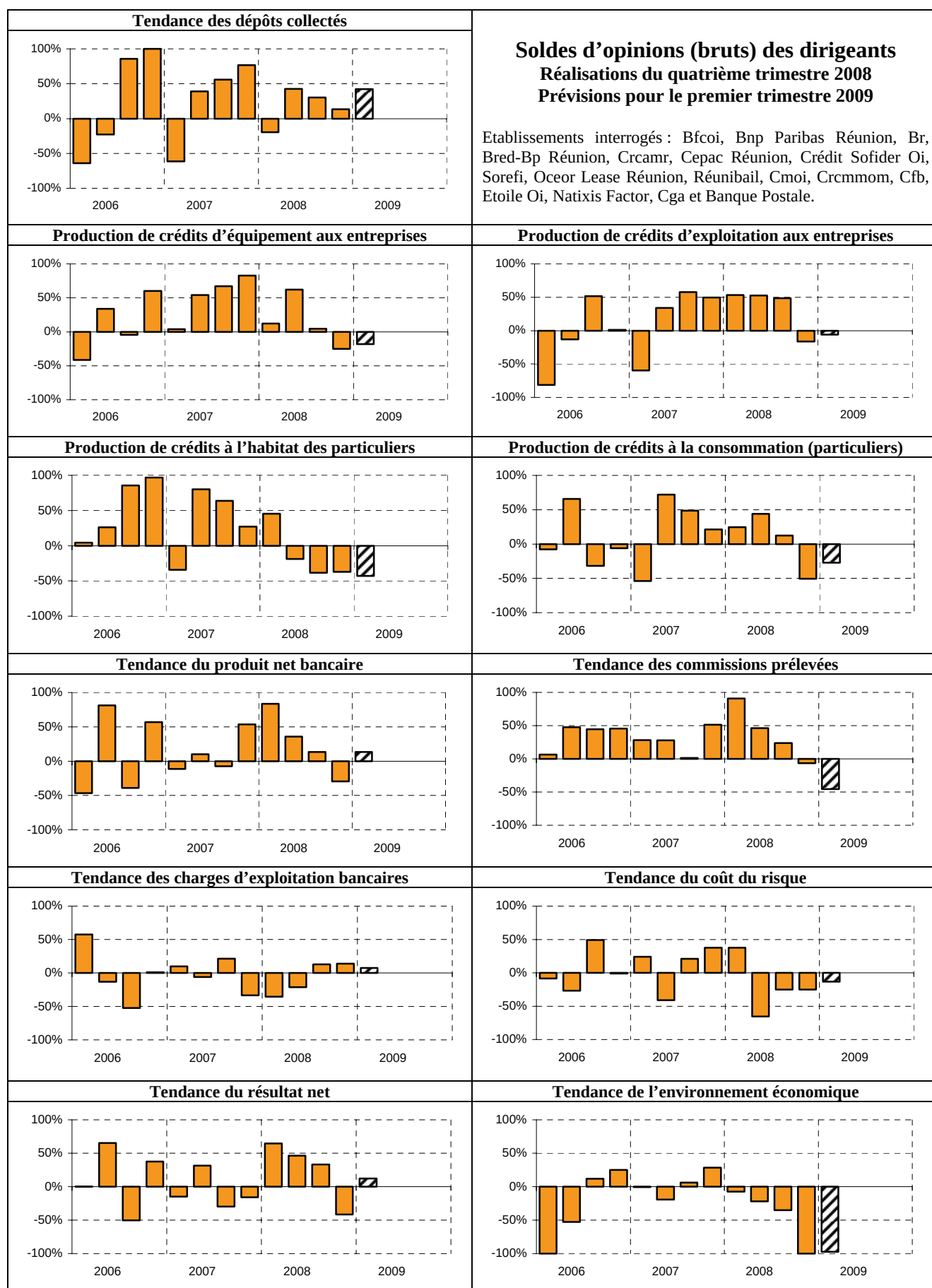
Les différentes baisses des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) en octobre, novembre et décembre 2008, qui ont ramené le taux des opérations principales de refinancement (REPO) de 4,25% en septembre 2008 à 2,50% en décembre 2008, ont permis un net assouplissement des conditions de taux observés sur le marché interbancaire européen. Celles-ci ont diminué en moyenne de un point en novembre, après plusieurs mois de fortes tensions. Les taux monétaires demeurent toutefois supérieurs de près d'un point aux taux directeurs de la BCE, alors que ces taux demeuraient très proches jusqu'au déclenchement de la crise financière à l'été 2007, comme cela ressort de l'observation du graphique ci-contre.



La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, qui avait été réalisée par l'IEDOM sur la base des octrois du mois de juillet 2008, faisait encore apparaître une forte remontée du **taux moyen pondéré global** (+117 points de base) au cours du premier semestre 2008. **Le taux moyen des crédits consentis aux entreprises à la Réunion s'établissait ainsi à 7,48% en juillet 2008** contre 6,31% en janvier 2008 (et 6,19% en juillet 2007). Cette enquête avait porté sur un échantillon de 775 observations (618 en janvier 2008) pour un encours total de 94 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits (139 millions d'€ lors de l'enquête précédente).

La prochaine enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion sera menée au mois de janvier 2009.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

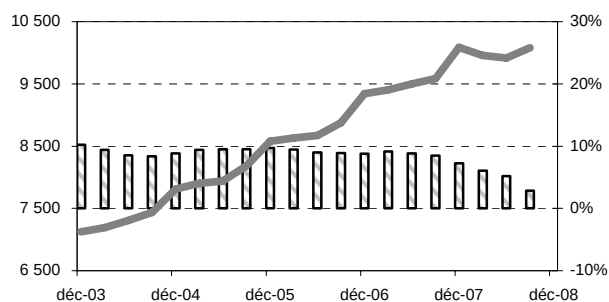
	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 962,089	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	2 400,906	2 321,889	2 458,440	10,8%	5,9%
Dépôts à vue	924,687	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1 082,275	0,0%	0,6%
Placements liquides ou à court terme	856,226	904,766	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	1 125,081	1 060,594	1 047,411	11,2%	-1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	8,057	3,192	2,913	3,394	1,230	0,929	0,941	0,804	0,688	-44,1%	-14,4%
Placements indexés sur les taux de marché	848,169	901,574	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	11,3%	-1,2%
<i>dont comptes à terme</i>	251,301	298,243	320,426	313,634	336,333	346,048	396,634	374,553	396,379	17,9%	5,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	260,300	252,892	321,775	341,102	301,624	327,073	304,984	271,756	257,922	-14,5%	-5,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	32,0%	-5,0%
Epargne à long terme	181,176	187,691	186,896	194,283	195,233	187,035	181,760	185,458	328,754	68,4%	77,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	60,846	60,180	58,965	65,824	65,426	57,693	53,289	49,773	41,363	-36,8%	-16,9%
Ménages	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 097,805	7 084,581	7 162,193	7 188,274	3,9%	0,4%
Dépôts à vue	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1,8%	-1,1%
Placements liquides ou à court terme	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 266,795	2 363,371	2 405,706	2 480,508	11,0%	3,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	6,1%	0,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	661,428	678,179	686,871	682,063	687,582	700,171	711,461	705,370	700,743	1,9%	-0,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	487,578	494,419	507,092	510,818	518,723	535,760	550,932	558,500	574,912	10,8%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,173	33,836	33,525	34,304	35,415	36,904	37,006	37,598	37,883	7,0%	0,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	127,834	132,594	133,164	130,997	132,362	128,520	132,448	135,384	137,084	3,6%	1,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	168,955	172,687	191,084	203,402	212,020	220,877	233,588	241,244	246,198	16,1%	2,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,826	231,575	231,527	232,837	232,816	233,027	234,879	236,159	232,942	0,1%	-1,4%
Placements indexés sur les taux de marché	368,205	306,660	381,161	387,890	416,440	411,536	463,057	491,451	550,746	32,3%	12,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	233,860	203,079	268,163	249,882	270,849	278,167	315,029	330,037	373,540	37,9%	13,2%
<i>dont bons de caisse</i>	22,234	19,514	21,284	18,146	14,949	13,561	12,924	12,418	12,141	-18,8%	-2,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	112,111	84,067	91,714	119,862	130,642	119,808	135,104	148,996	165,065	26,3%	10,8%
Epargne à long terme	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	2 964,187	2 962,625	2 933,198	-0,3%	-1,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	855,942	859,595	846,527	828,114	814,362	823,680	808,923	791,055	769,991	-5,4%	-2,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	100,825	98,496	93,886	89,745	85,853	84,768	82,379	79,135	75,011	-12,6%	-5,2%
<i>dont actions</i>	170,065	186,587	196,268	202,082	187,986	184,824	158,784	151,385	138,332	-26,4%	-8,6%
<i>dont obligations</i>	89,017	91,327	93,390	94,030	94,488	105,738	119,894	123,164	122,834	30,0%	-0,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	187,086	191,859	191,882	195,306	195,807	187,940	170,833	163,682	156,886	-19,9%	-4,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 362,607	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	6,7%	0,9%
<i>dont contrats PERP</i>	4,340	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	36,3%	3,5%
Autres agents	421,278	434,389	444,210	415,649	444,956	454,287	472,797	433,673	437,227	-1,7%	0,8%
Dépôts à vue	121,150	128,478	115,019	87,734	102,641	115,510	136,621	100,872	115,298	12,3%	14,3%
Placements liquides ou à court terme	86,809	92,743	107,168	98,629	104,009	101,765	110,905	113,195	110,962	6,7%	-2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,279	14,230	13,927	14,389	14,140	14,372	14,421	14,004	14,116	-0,2%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	72,530	78,513	93,241	84,240	89,869	87,393	96,484	99,191	96,846	7,8%	-2,4%
Epargne à long terme	213,319	213,168	222,023	229,286	238,306	237,012	225,271	219,606	210,967	-11,5%	-3,9%
Total actifs financiers	8 875,743	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 089,105	9 958,287	9 917,750	10 082,992	5,2%	1,7%
Dépôts à vue	2 681,031	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	2 987,712	2 970,569	2 972,145	1,5%	0,1%
Placements liquides ou à court terme	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 443,277	3 599,358	3 579,492	3 638,883	10,9%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	6,0%	0,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	678,587	695,400	703,510	699,733	702,840	715,358	726,703	720,035	715,402	1,8%	-0,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	492,753	494,619	507,293	510,933	518,836	535,876	551,052	558,644	575,056	10,8%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,174	33,836	33,524	34,304	35,414	36,904	37,006	37,597	37,883	7,0%	0,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	127,831	132,593	133,163	130,996	132,362	128,520	132,449	135,383	137,085	3,6%	1,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	168,957	172,687	191,085	203,402	212,021	220,877	233,589	241,243	246,198	16,1%	2,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	232,827	231,576	231,526	232,838	232,817	233,027	234,878	236,159	232,944	0,1%	-1,4%
Placements indexés sur les taux de marché	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	17,1%	2,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	500,874	519,174	623,227	585,965	636,792	656,746	743,425	735,683	800,874	25,8%	8,9%
<i>dont bons de caisse</i>	35,333	27,778	28,294	25,296	21,308	17,159	15,858	14,276	13,486	-36,7%	-5,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	32,0%	-5,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	429,211	397,607	472,076	522,739	492,508	501,743	504,811	488,849	488,879	-0,7%	0,0%
Epargne à long terme	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	3 371,217	3 367,689	3 471,964	2,8%	3,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	855,943	859,596	846,528	828,114	814,363	823,677	808,922	791,055	769,993	-5,4%	-2,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	100,826	98,496	93,888	89,745	85,853	84,770	82,379	79,135	75,011	-12,6%	-5,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,304	8,919	9,240	11,317	10,099	9,164	8,689	8,986	7,814	-22,6%	-13,0%
<i>dont actions</i>	185,867	205,474	215,242	222,348	209,037	204,836	175,880	168,803	152,488	-27,1%	-9,7%
<i>dont obligations</i>	217,581	221,535	228,075	230,791	230,663	247,211	264,008	276,382	426,096	84,7%	54,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	437,215	443,623	447,142	461,848	472,120	450,502	416,654	398,110	379,485	-19,6%	-4,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 362,607	1 398,107	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	6,7%	0,9%
<i>dont contrats PERP</i>	4,340	5,626	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	36,3%	3,5%

Conjoncture financière et bancaire

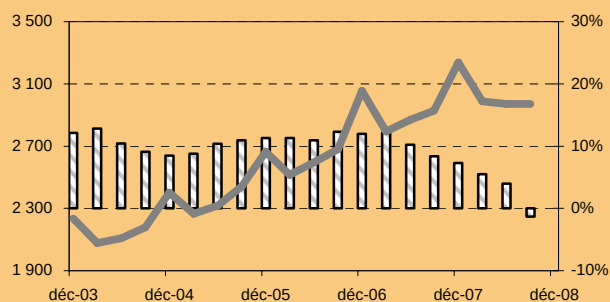
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

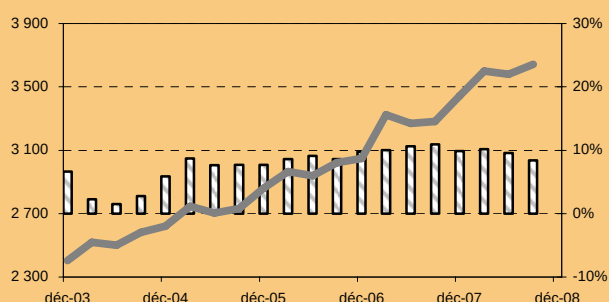
Ensemble des actifs financiers



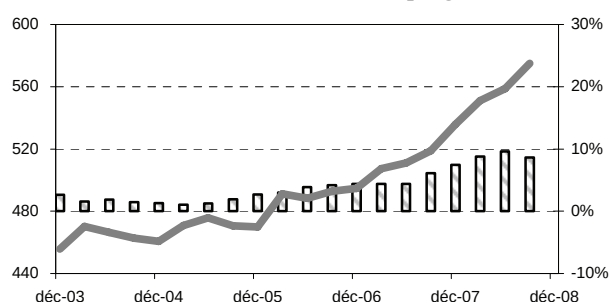
Dépôts à vue



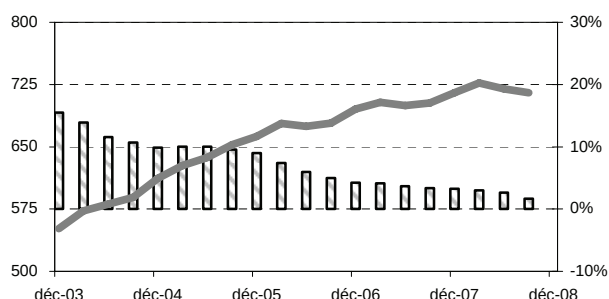
Ensemble des placements liquides ou à court terme



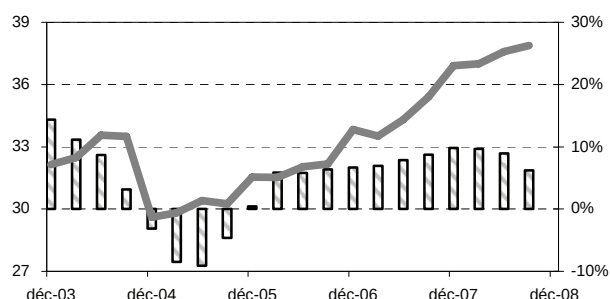
Livrets 'A' des caisses d'épargne



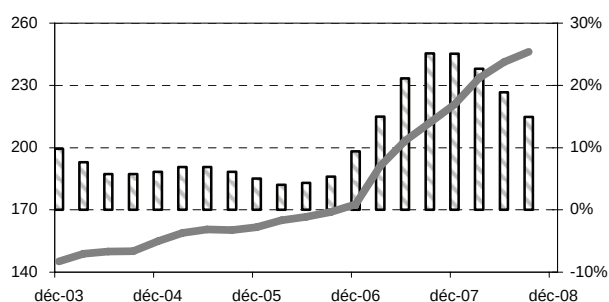
Livrets ordinaires



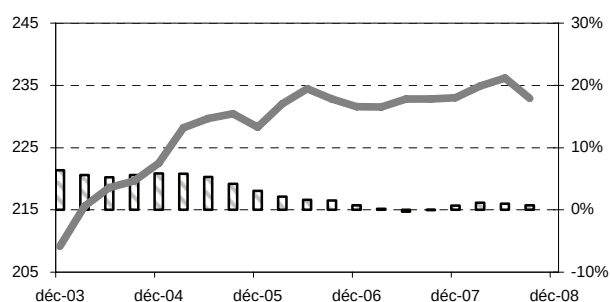
Livrets jeunes



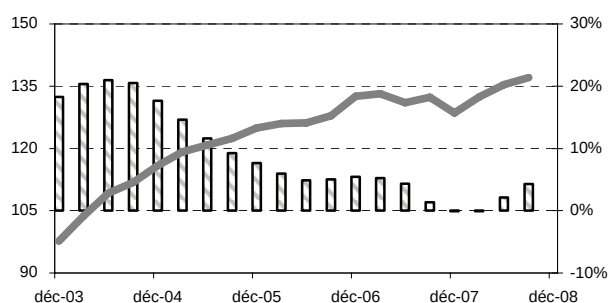
Livrets de développement durable



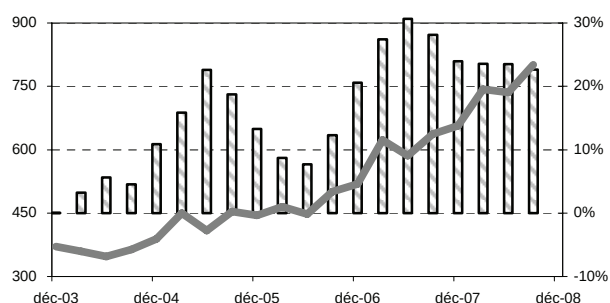
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



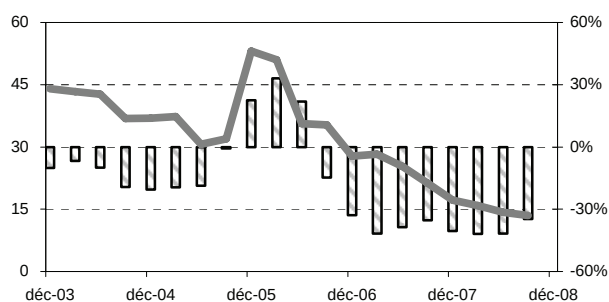
Dépôts à terme



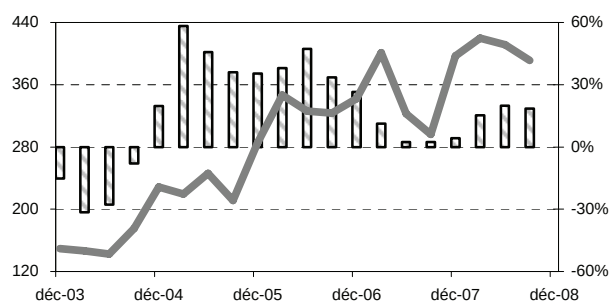
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

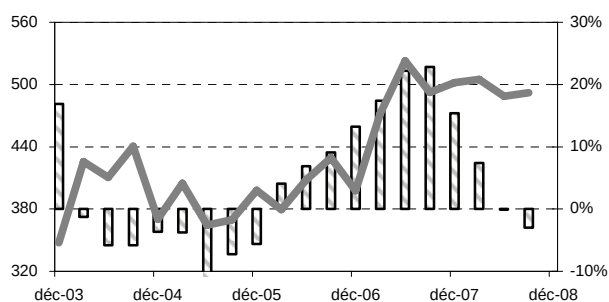
Bons de caisse et bons d'épargne



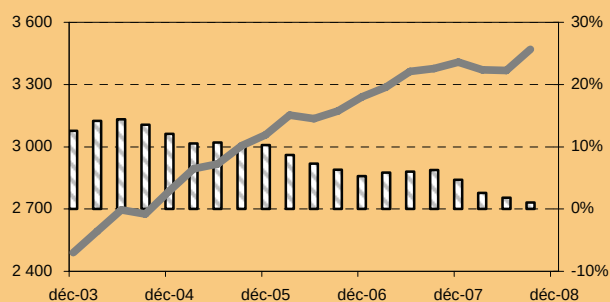
Certificats de dépôts négociables



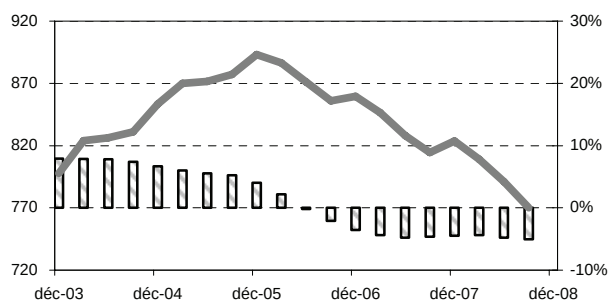
OPCVM monétaires



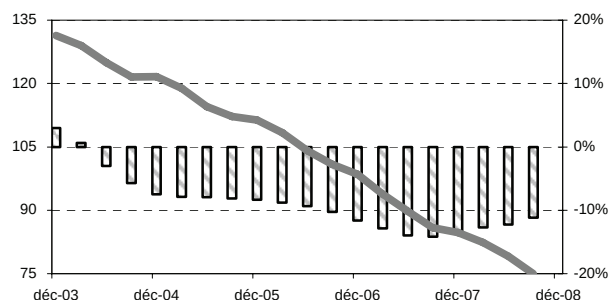
Epargne à long terme



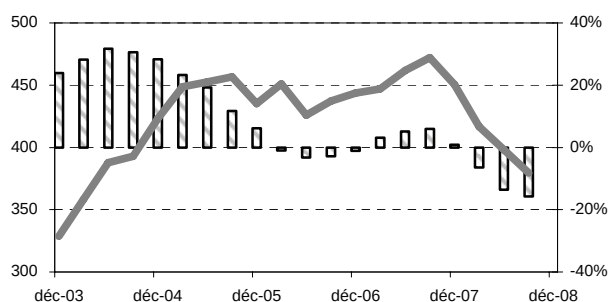
Plans d'épargne logement



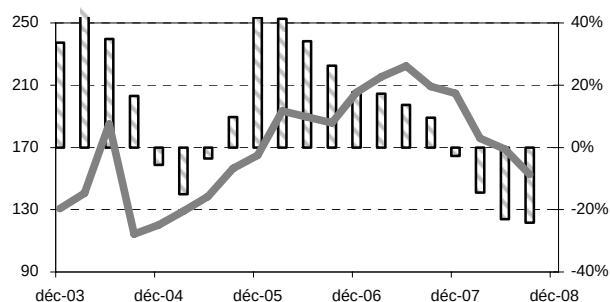
Plans d'épargne populaire



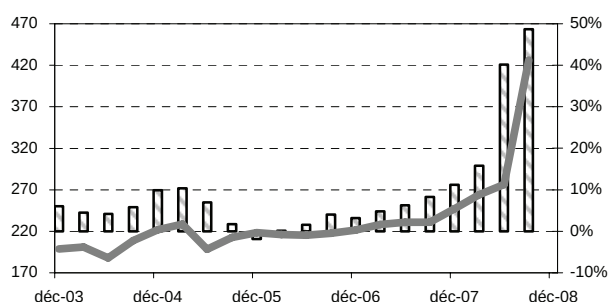
OPCVM titres en portefeuille titres



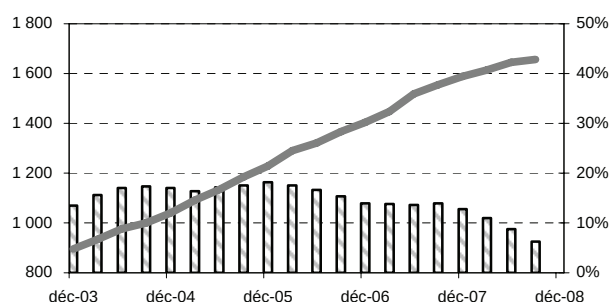
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



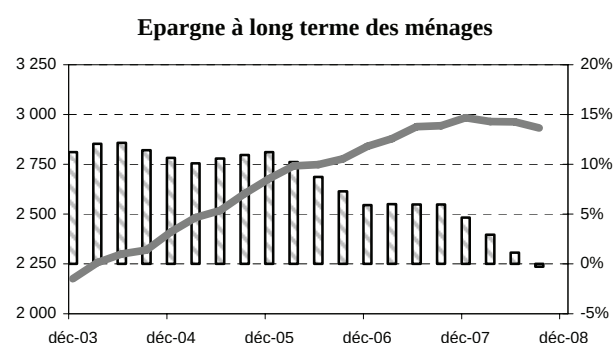
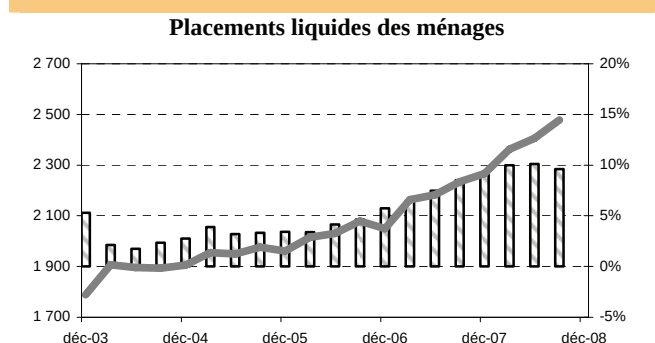
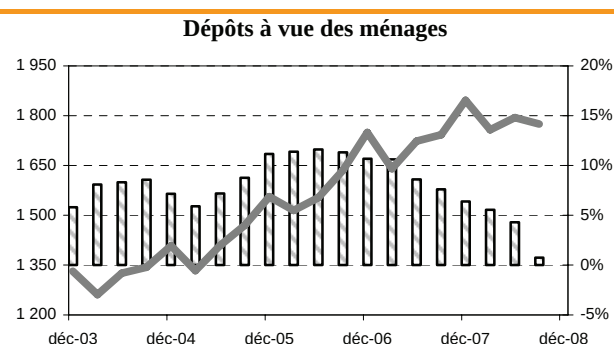
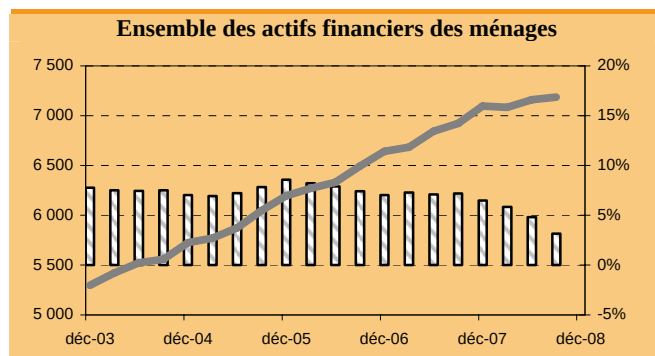
Assurance-vie



Conjoncture financière et bancaire

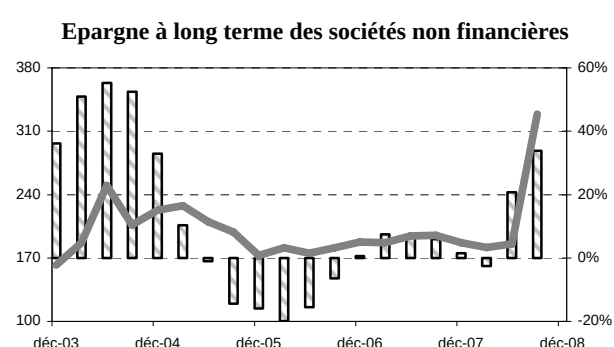
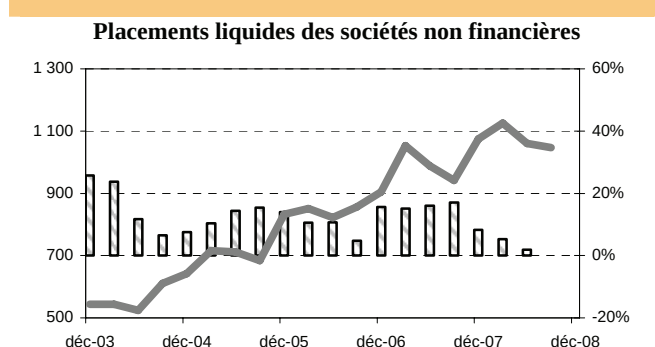
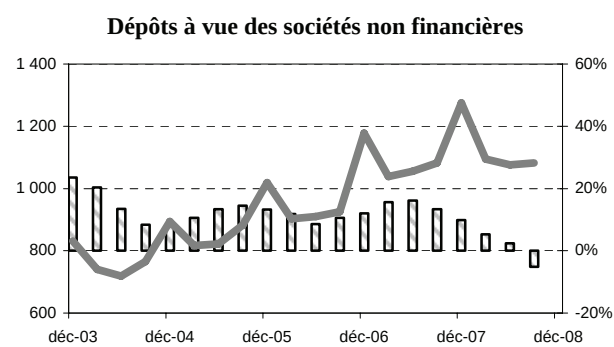
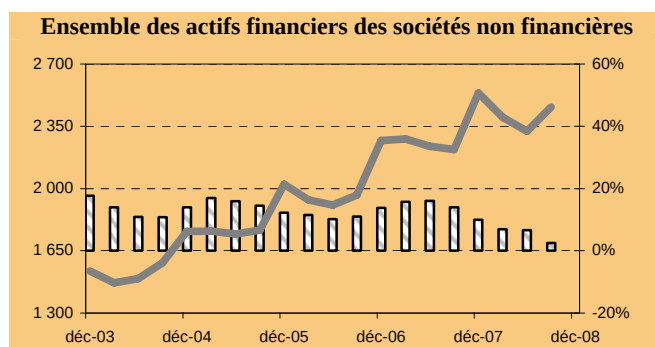
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



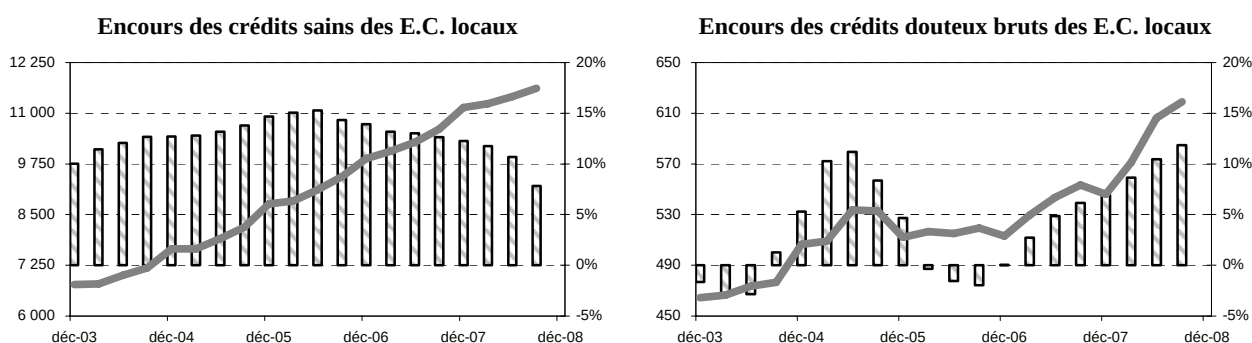
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	985,435	1 036,982	1 049,466	1 097,035	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 180,197	1 230,012	9,3%	4,2%
Créances commerciales	134,056	156,563	126,465	148,184	140,430	152,888	118,353	134,631	129,582	-7,7%	-3,8%
Crédits de trésorerie	541,977	563,662	524,271	564,729	597,519	582,992	618,590	614,808	657,880	10,1%	7,0%
(dt) Entrepreneurs individuels	121,546	115,579	116,394	119,198	117,114	115,248	117,227	115,353	115,039	-1,8%	-0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	205,508	196,868	286,289	257,556	258,599	277,983	261,869	292,765	300,391	16,2%	2,6%
Affacturage	103,894	119,889	112,441	126,566	128,333	141,791	122,657	137,993	142,159	10,8%	3,0%
Crédits d'investissement	2 338,296	2 419,384	2 415,080	2 496,864	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 812,301	2 811,644	6,7%	0,0%
Crédits à l'équipement	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,343	2 539,964	7,8%	1,2%
(dt) Entrepreneurs individuels	230,331	229,292	229,914	227,943	229,485	224,845	215,537	217,222	212,932	-7,2%	-2,0%
Crédit-bail	227,170	240,591	245,810	271,510	279,391	259,303	312,790	301,958	271,680	-2,8%	-10,0%
Crédits à l'habitat	579,350	648,055	659,582	688,705	729,085	798,074	814,528	834,727	860,444	18,0%	3,1%
Autres crédits	50,776	59,328	55,896	49,036	52,504	59,770	55,437	55,836	62,483	19,0%	11,9%
Encours sain	3 953,857	4 163,749	4 180,024	4 331,640	4 542,706	4 753,287	4 805,076	4 883,061	4 964,583	9,3%	1,7%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 549,543	1 596,241	1 581,413	1 597,906	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 698,867	1 725,971	5,4%	1,6%
Crédits de trésorerie	1 443,140	1 476,245	1 464,565	1 483,211	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 571,231	1 598,760	5,5%	1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	49,041	55,534	53,922	53,255	47,614	45,921	47,515	46,536	47,817	0,4%	2,8%
Crédit-bail	57,362	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	81,100	79,394	6,6%	-2,1%
Crédits à l'habitat	3 248,629	3 436,624	3 486,873	3 566,889	3 659,807	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	9,0%	2,1%
Autres crédits	2,209	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	19,6%	-15,1%
Encours sain	4 800,381	5 035,317	5 069,949	5 167,173	5 298,745	5 475,108	5 499,339	5 609,569	5 716,582	7,9%	1,9%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	3,573	2,813	5,138	16,629	47,942	30,531	38,536	19,517	26,349	-45,0%	35,0%
Crédits de trésorerie	3,373	2,729	3,443	16,237	47,650	28,194	36,262	16,851	23,944	-49,8%	42,1%
Comptes ordinaires débiteurs	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	n.s.	-9,8%
Crédits d'investissement	380,012	400,685	493,998	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	31,7%	-1,1%
Crédits à l'équipement	379,827	400,621	492,988	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	31,7%	-1,1%
Autres crédits	1,485	2,358	2,516	1,327	1,291	2,479	3,305	4,053	2,155	66,9%	-46,8%
Encours sain	385,137	405,856	501,652	448,396	467,370	630,875	619,899	580,209	579,185	23,9%	-0,2%
Autres agents											
Encours sain	295,492	280,213	312,514	335,837	301,798	279,289	316,607	338,454	355,321	17,7%	5,0%
TOTAL											
Encours sain	9 434,867	9 885,135	10 064,139	10 283,046	10 610,619	11 138,559	11 240,921	11 411,293	11 615,671	9,5%	1,8%
Créances douteuses brutes	519,901	513,425	529,836	543,856	553,739	546,758	571,538	606,553	619,444	11,9%	2,1%
Créances douteuses nettes	161,296	159,542	173,543	176,275	186,954	191,696	201,436	222,159	234,543	25,5%	5,6%
(dt) Entreprises	102,731	95,402	105,182	107,628	111,887	110,214	110,563	127,181	138,121	23,4%	8,6%
(dt) Ménages	58,282	63,461	67,942	68,168	74,660	81,027	88,522	92,804	94,329	26,3%	1,6%
Provisions	358,605	353,883	356,293	367,581	366,785	355,062	370,102	384,394	384,901	4,9%	0,1%
Encours brut total	9 954,768	10 398,560	10 593,975	10 826,902	11 164,358	11 685,317	11 812,459	12 017,846	12 235,115	9,6%	1,8%
Taux de créances douteuses	5,2%	4,9%	5,0%	5,0%	5,0%	4,7%	4,8%	5,0%	5,1%	0,1 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	69,0%	68,9%	67,2%	67,6%	66,2%	64,9%	64,8%	63,4%	62,1%	-4,1 pt	-1,2 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

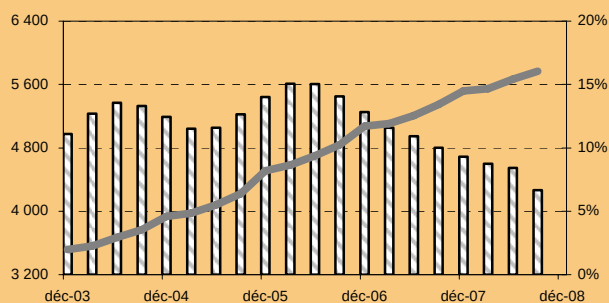
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



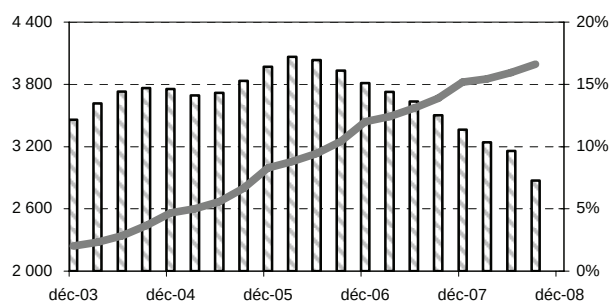
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

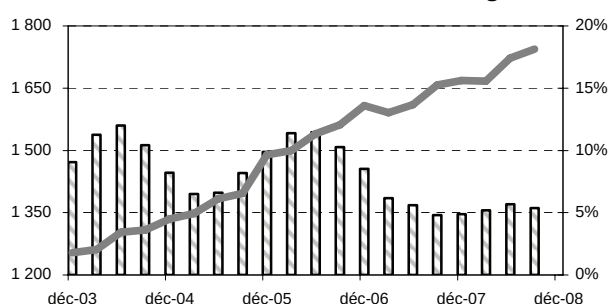
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



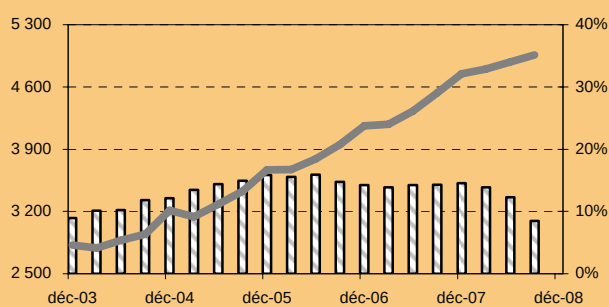
Crédits à la consommation des ménages



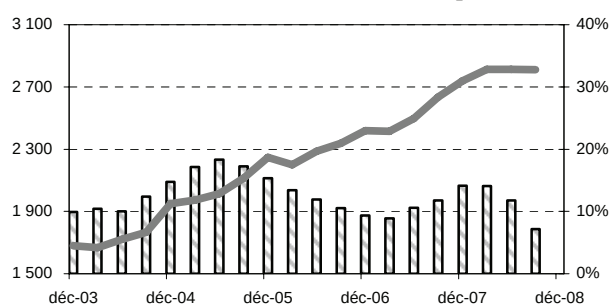
L'endettement des entreprises

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

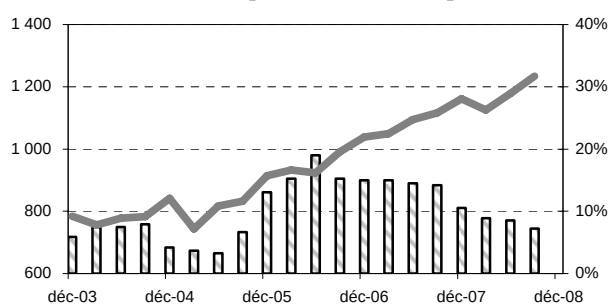
Ensemble des encours sains aux entreprises



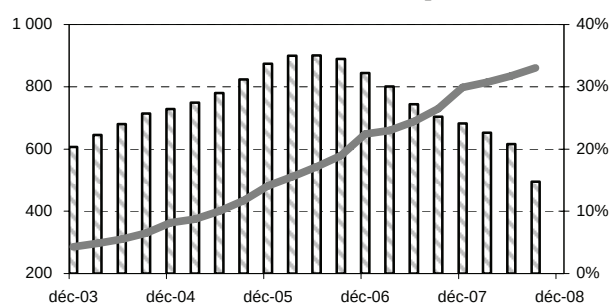
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



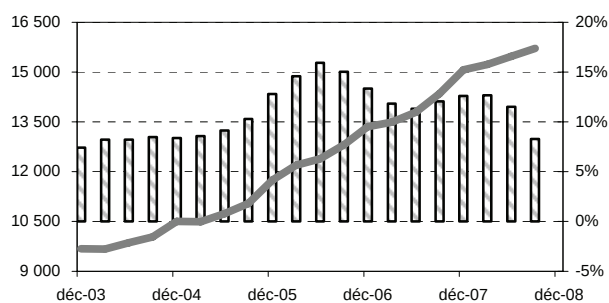
Crédits à l'habitat des entreprises



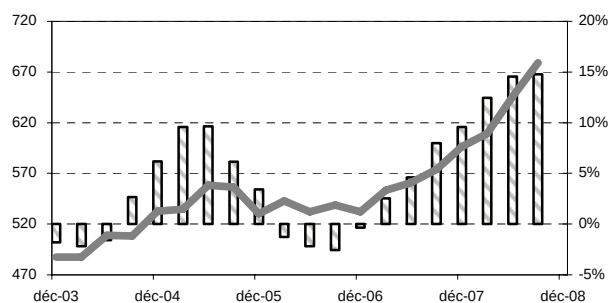
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 033,857	1 092,222	1 096,071	1 141,744	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 230,324	1 272,661	8,9%	3,4%
Créances commerciales	135,805	158,599	127,592	149,297	142,395	154,861	119,923	136,644	131,610	-7,6%	-3,7%
Crédits de trésorerie	560,907	585,529	544,911	583,798	618,424	593,592	636,398	638,922	672,617	8,8%	5,3%
(dt) Entrepreneurs individuels	122,672	116,808	117,685	120,540	118,245	116,699	118,942	116,803	116,463	-1,5%	-0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	215,344	206,637	294,690	267,527	265,095	288,100	276,645	301,265	310,970	17,3%	3,2%
Affacturage	121,801	141,457	128,878	141,122	143,094	158,856	137,034	153,493	157,464	10,0%	2,6%
Crédits d'investissement	2 757,248	2 847,935	2 857,368	2 965,673	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 379,251	3 386,037	8,7%	0,2%
Crédits à l'équipement	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,521	2 953,541	10,2%	1,0%
(dt) Entrepreneurs individuels	263,822	264,517	264,431	262,316	265,721	261,970	253,207	256,737	254,672	-4,2%	-0,8%
Crédit-bail	379,331	392,241	402,184	430,863	436,332	419,879	474,506	454,730	432,496	-0,9%	-4,9%
Crédits à l'habitat	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	5,7%	0,7%
Autres crédits	51,460	60,000	56,533	49,649	53,093	60,345	55,988	56,349	62,971	18,6%	11,8%
Encours sain	6 207,890	6 333,157	6 369,652	6 566,181	6 890,704	7 129,222	7 240,990	7 345,090	7 419,625	7,7%	1,0%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 607,577	1 656,334	1 641,213	1 660,240	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 763,792	1 791,962	5,3%	1,6%
Crédits de trésorerie	1 501,098	1 536,254	1 524,290	1 545,445	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 636,050	1 664,635	5,4%	1,7%
Comptes ordinaires débiteurs	49,117	55,618	53,997	53,355	47,666	46,356	47,608	46,642	47,933	0,6%	2,8%
Crédit-bail	57,362	64,462	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	81,100	79,394	6,6%	-2,1%
Crédits à l'habitat	3 491,213	3 688,790	3 749,057	3 843,075	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	9,9%	2,2%
Autres crédits	2,209	2,452	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	19,6%	-15,1%
Encours sain	5 100,999	5 347,576	5 391,933	5 505,693	5 655,259	5 853,929	5 888,377	6 014,347	6 136,101	8,5%	2,0%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	123,240	6,800	5,138	16,630	56,529	43,531	56,305	49,340	41,899	-25,9%	-15,1%
Crédits de trésorerie	123,040	6,716	3,443	16,238	56,237	41,194	54,031	46,674	39,494	-29,8%	-15,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	n.s	-9,8%
Crédits d'investissement	955,836	1 249,699	1 322,018	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	20,5%	-0,3%
Crédits à l'équipement	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	20,5%	-0,3%
Crédits à l'habitat	53,640	50,033	0,133	0,126	0,126	0,112	0,106	0,100	0,094	-25,4%	-6,0%
Autres crédits	8,533	8,564	7,841	6,103	5,199	5,051	5,267	5,310	2,905	-44,1%	-45,3%
Encours sain	1 141,249	1 315,096	1 335,130	1 300,029	1 397,897	1 723,710	1 695,559	1 670,603	1 655,486	18,4%	-0,9%
Autres agents											
Encours sain	365,138	356,960	391,175	420,513	406,374	360,469	410,742	445,191	481,030	18,4%	8,1%
TOTAL											
Encours sain	12 815,276	13 352,789	13 487,890	13 792,416	14 350,234	15 067,330	15 235,668	15 475,231	15 692,242	9,4%	1,4%
Créances douteuses brutes	538,835	532,008	553,453	560,867	573,869	596,551	609,422	645,461	679,099	18,3%	5,2%
Créances douteuses nettes	178,922	177,611	196,646	192,894	206,692	241,163	238,994	260,911	294,042	42,3%	12,7%
(dt) Entreprises	112,416	107,492	117,504	119,982	123,395	130,655	131,786	146,881	157,303	27,5%	7,1%
(dt) Ménages	64,141	69,357	76,638	73,970	80,604	86,406	93,967	97,688	99,852	23,9%	2,2%
Provisions	359,913	354,397	356,807	367,973	367,177	355,388	370,428	384,550	385,057	4,9%	0,1%
Encours brut total	13 354,111	13 884,797	14 041,343	14 353,283	14 924,103	15 663,881	15 845,090	16 120,692	16 371,341	9,7%	1,6%
Taux de créances douteuses	4,0%	3,8%	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	0,3 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	66,8%	66,6%	64,5%	65,6%	64,0%	59,6%	60,8%	59,6%	56,7%	-7,3 pt	-2,9 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



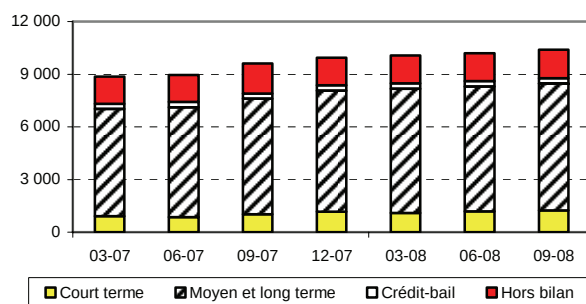
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



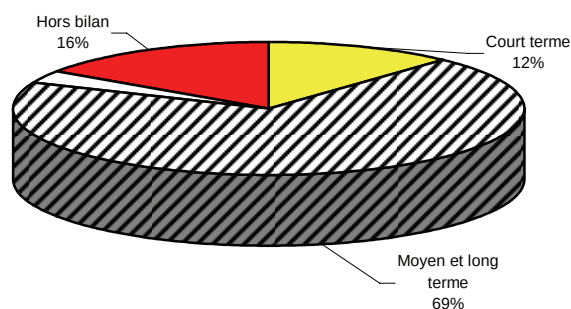
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

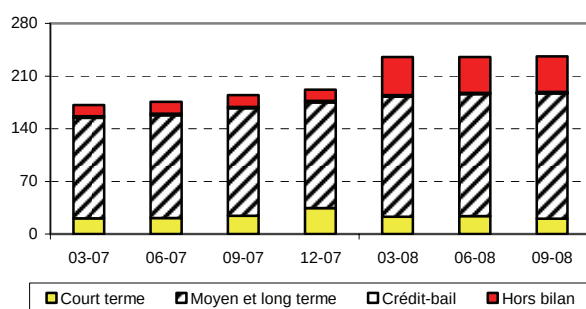


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008

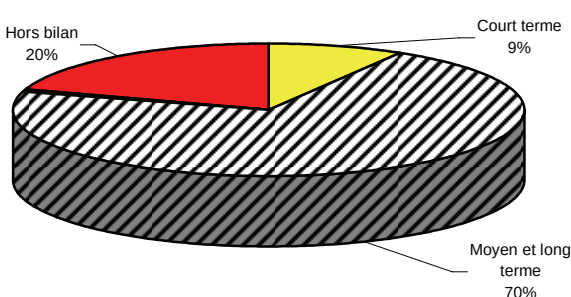


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

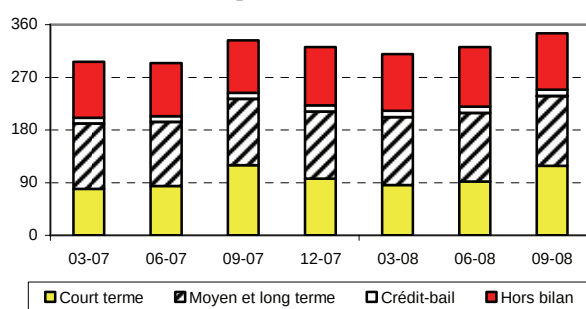


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008

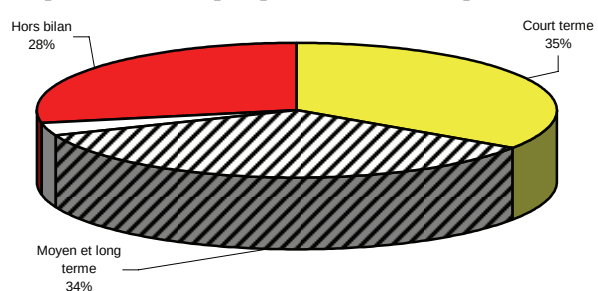


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

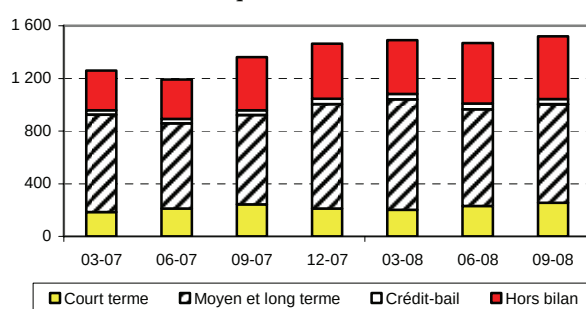


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008

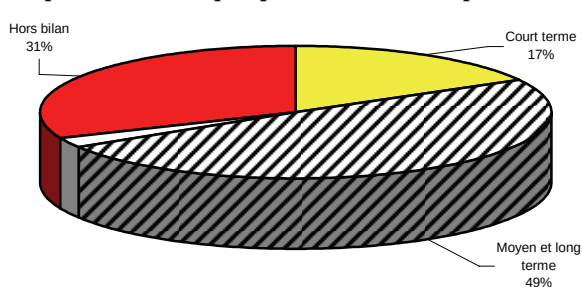


Risques bancaires sur le secteur de la construction

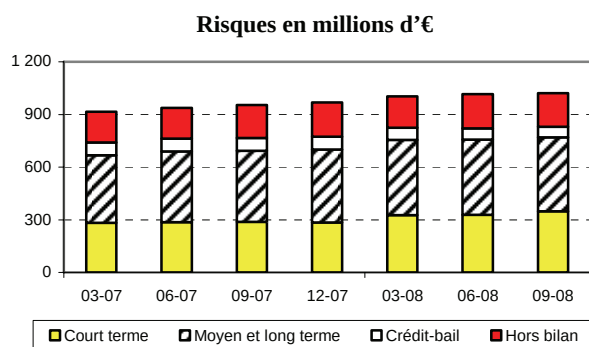
Risques en millions d'€



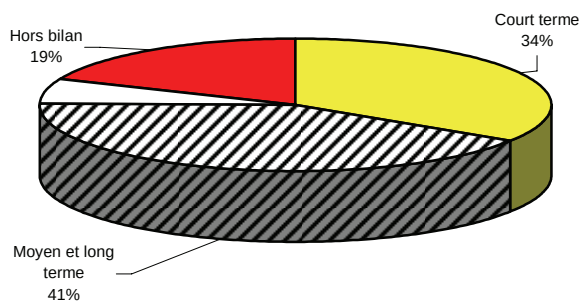
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008



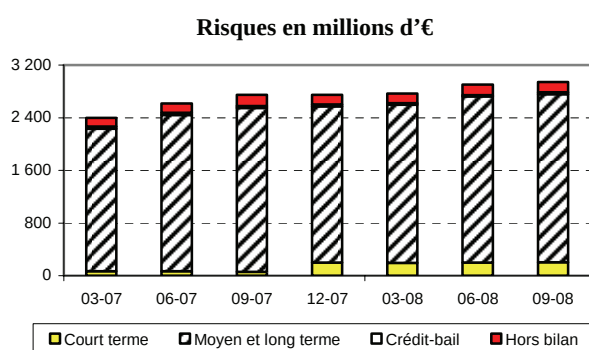
Risques bancaires sur le secteur du commerce



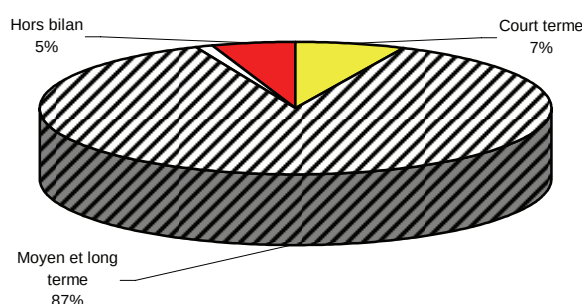
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008



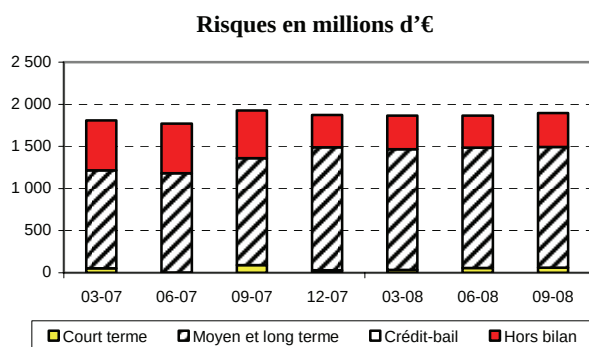
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



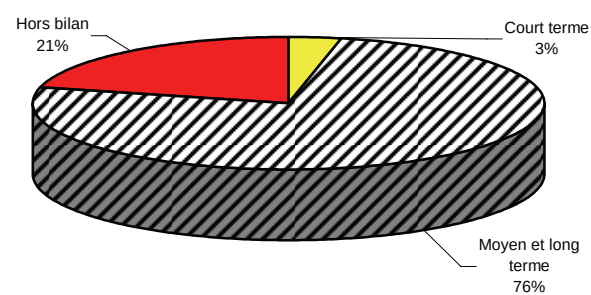
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008



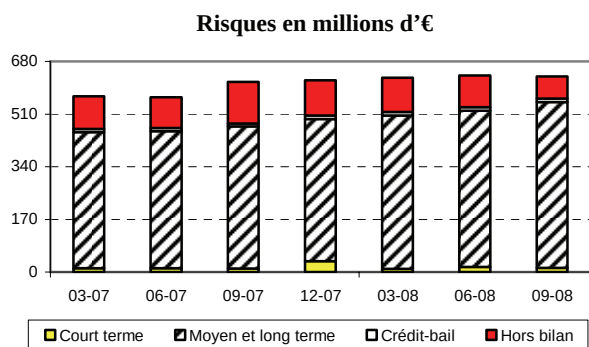
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



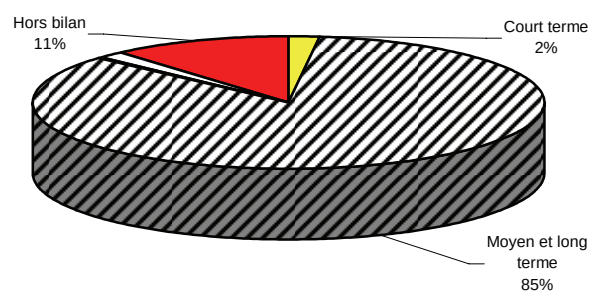
Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

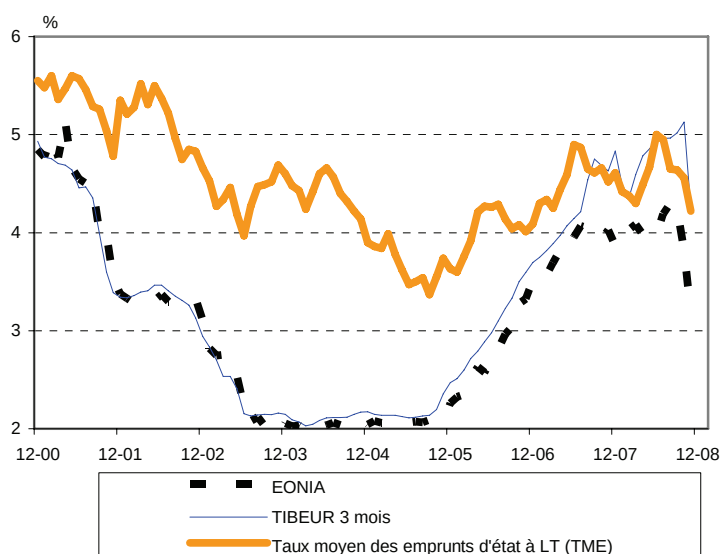
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (10/12/2008)	2,50%
Taux de la facilité de dépôt (10/12/2008)	2,00%
Taux de la facilité de prêt (10/12/2008)	3,00%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/02/2008)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
4,00%	4,00%	4,50%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	2,75%	

* Hors prime d'état

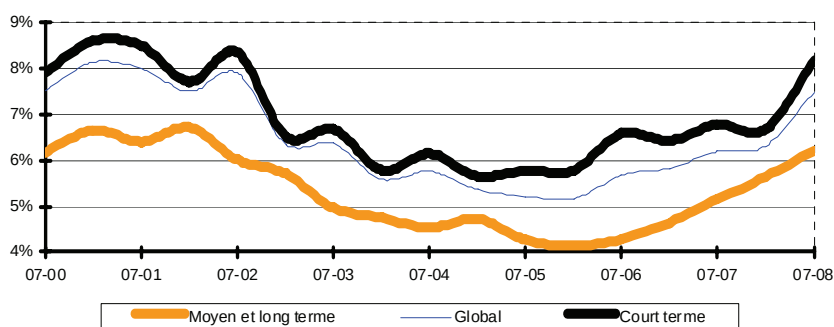
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-07	janv-08	juil-08
Court terme	6,78%	6,67%	8,17%
. Escompte	7,30%	6,58%	7,86%
. Découvert	6,72%	6,96%	9,55%
. Autres CT	6,36%	6,33%	6,67%
Moyen et long terme	5,16%	5,64%	6,20%
Taux moyen pondéré global	6,19%	6,31%	7,48%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-07	juil-07	oct-07	janv-08	avr-08	juil-08	oct-08
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%
	- Prêts à taux variable	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%
	- Prêts relais	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,72%	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%
Prof.	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,25%	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%
	- Découverts en compte (**)	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

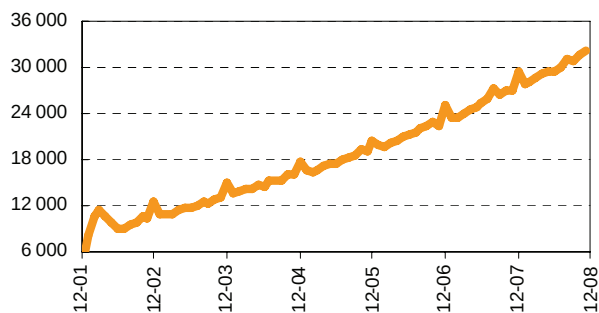
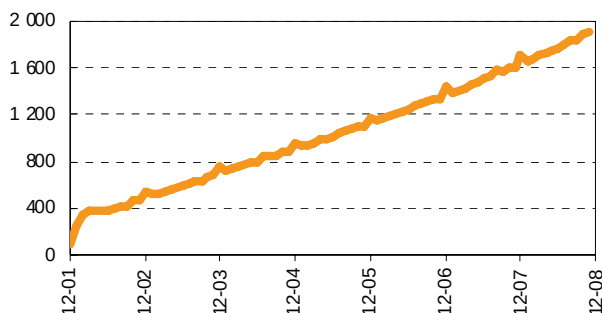
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

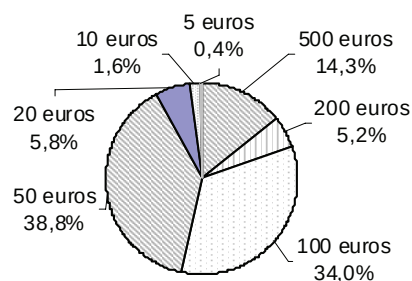
Emissions nettes cumulées de billets (à fin novembre 2008)

en valeur (en millions d'€)

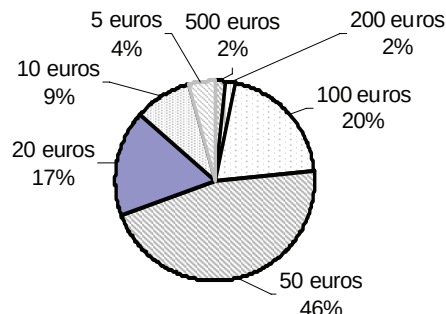
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin novembre 2008



Répartition par quantité à fin novembre 2008

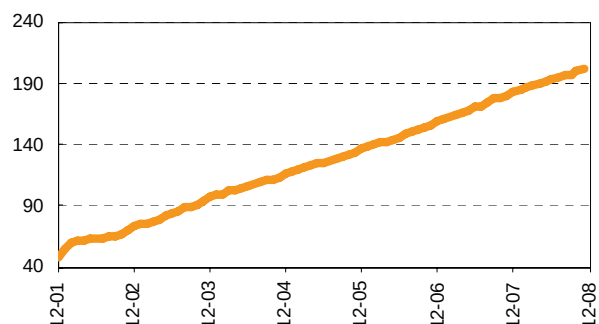
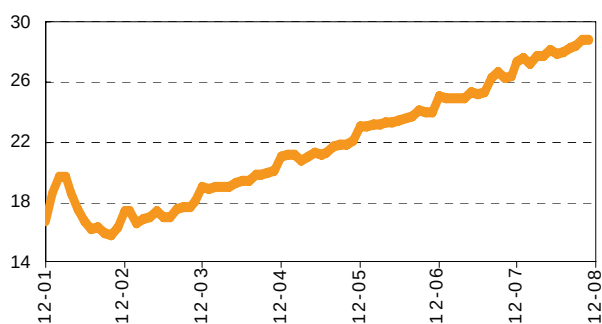


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

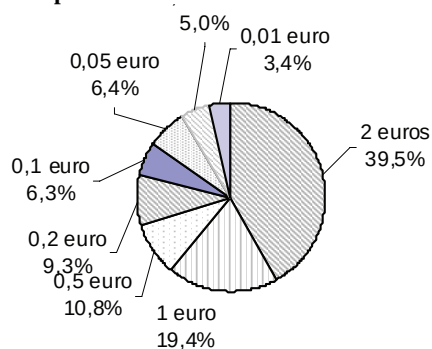
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin novembre 2008)

en valeur (en millions d'€)

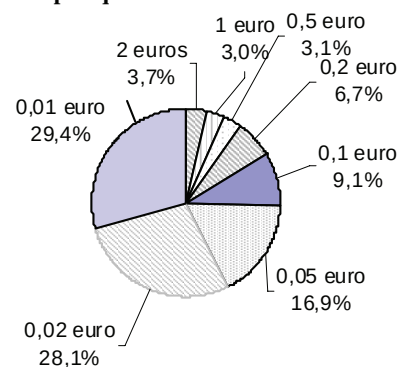
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin novembre 2008



Répartition par quantité à fin novembre 2008



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 18 décembre 2008
Dépôt légal N° 137 – Décembre 2008